# Déplacement au Maroc de M. Pascal Canfin (04 octobre 2013)

**Ministre délégué au Développement**

à l'occasion du 4e CGLU (Rabat du 01 au 04 octobre 2013)

*Revue de la presse marocaine*

1. Dépêches MAP
2. Dépêches AFP
3. Presse francophone

# 1. DEPECHES MAP

***MAPF* [0151] *04/10/2013 21h08* Maroc-Villes-Congrès**

**Le développent durable interpelle de nouvelles formules de solidarité, d'équité et de transparence (ministre français)**

Rabat, 04 oct. 2013 (MAP) - Le développement durable interpelle de nouvelles formules de solidarité, d'efficacité, d'équité et de transparence, a affirmé vendredi à Rabat le ministre délégué auprès du ministre français des Affaires étrangères, chargé du Développement, Pascal Canfin.

La solidarité entre les régions est l'un des défis majeurs auxquels sont confrontés les gouvernements locaux et régionaux au 21ème siècle, a souligné le ministre qui s'exprimait lors la cérémonie de clôture du 4ème Congrès des Cités et gouvernements élus (CGLU), tenu du 1 au 4 octobre à Rabat.

Le ministre a également réitéré la détermination de la France à œuvrer de concert avec ses partenaire en Afrique pour mettre en place les instruments adaptés à même de réduire les disparités entre territoires riches et pauvres

Placé sous le Haut patronage de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, ce congrès constitue le plus grand rassemblement international des représentants des villes et présidents des régions.

Le 4ème Congrès du CGLU a été marqué par la participation de plusieurs Chefs d'Etat, représentants des Nations Unies et intellectuels de renommée internationale dont des lauréats du prix Nobel ainsi que des maires de capitales et villes.

Le congrès, qui s'est tenu sous le thème "imaginer la société, construire la démocratie", vise notamment à développer un agenda concret pour les villes au XXIème siècle, à scruter les moyens à même de renforcer et de faire entendre la voix des élus locaux et à adopter la stratégie de travail des autorités locales et régionales en matière d'objectifs du Millénaire pour le développement.

***MAPF* [0114] *04/10/2013 17h03* Maroc-France-Villes-CGLU-Sommet**

## La tenue de CGLU à Rabat illustre que le Maroc est "une porte d'entrée du monde pour l'Afrique" (ministre français)

Rabat, 04 oct. 2013 (MAP) - La tenue du 4ème Congrès Mondial des Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU) à Rabat illustre que le Maroc est "une porte d'entrée du monde pour l'Afrique", affirmé le ministre français délégué auprès du ministre des Affaires étrangères, chargé du Développement, Pascal Canfin.

"Cet évènement illustre le fait que le Maroc est une porte d'entrée du monde pour le continent africain", a souligné M. Canfin, à l'occasion d'une visite au pavillon Casablanca du Salon "Rabat expo", organisé en marge du 4ème Congrès mondial de CGLU.

"C'est une grande stratégie du pays (le Maroc) de vouloir être une des portes d'entrée pour l'Afrique", a-t-il dit.

Dans le même sillage, le ministre français a qualifié de "succès historique" la tenue d'un tel congrès, d'autant plus qu'il n'y a jamais autant de délégués et d'élus représentant les différentes villes que dans cet évènement qui réunit des collectivités locales du monde".

Le Congrès Mondial des Cités et Gouvernements Locaux Unis connait la participation de près de 3.000 personnes, dont des dirigeants locaux et régionaux, des représentants d'organisations internationales et d'institutions financières, ainsi que des partenaires de la société civile et du secteur public et privé, selon les organisateurs.

Placé sous le thème "imaginer la société, construire la démocratie", le Sommet se penche sur des thématiques comme l'amélioration de la qualité de vie, la gestion de la diversité, la nouvelle gouvernance et les changements et la solidarité entre les territoires.

***MAPF* [0065] *04/10/2013 12h46* France-Maroc-développement-visite**

## Visite au Maroc du ministre français chargé du développement

Paris, 04 oct. 2013 (MAP) - Le ministre délégué français chargé du développement, Pascal Canfin, entame vendredi une visite au Maroc, a annoncé le Quai d'Orsay.

Au cours de cette visite, M. Canfin prendra part aux côtés d'élus français à la clôture du sommet mondial des dirigeants locaux et régionaux organisé du 1er au 04 octobre à Rabat, a-t-on précisé de même source.

Il devra rencontrer des représentants de nombreuses collectivités pour "évoquer les enjeux du développement durable, de la lutte contre le changement climatique et de l'aménagement urbain".

Le responsable français tiendra également des rencontres avec la société civile marocaine, selon la même source.

Le sommet mondial des dirigeants locaux et régionaux, qui réunit plus de 3000 participants d'une centaine de pays, est l'occasion de "célébrer le centenaire du mouvement municipal international et de la création de l'Union internationale des villes, nés en 1913", relève le Quai d'Orsay.

La délégation française à ce sommet, organisé du 1er au 4 octobre, sous le thème "Imaginer la société, construire la démocratie", compte plus d'une centaine d'acteurs (collectivités locales, administrations, secteur privé, chercheurs, ONG).

# 2. DEPECHES AFP

**DAB - Maroc-environnement-diplomatie-France-collectivités-climat LEAD - 04/10 22:41**
**Sujet : Climat/ONU : Paris en appelle aux élus locaux pour la conférence de 2015 (ministre)**

RABAT, 04 oct 2013 (AFP) - La France veut fortement impliquer les collectivités territoriales pour préparer la conférence de l'ONU sur le climat qu'elle entend accueillir en 2015, a annoncé vendredi un ministre français à Rabat, en marge du plus grand rassemblement d'élus locaux au monde.

"Nous faisons le choix d'associer les collectivités locales à la préparation de ce sommet. Elles sont souvent des acteurs beaucoup plus progressistes sur les questions du dérèglement climatique car directement confrontées aux conséquences", a déclaré à l'AFP le ministre délégué au Développement, Pascal Canfin.

Récemment, "à Dakar, on m'a montré à quel point des quartiers de la ville étaient +mangés+ par la montée des eaux. (...) Ce sont des réalités que les élus vivent au quotidien donc ils y sont plus sensibles", a-t-il ajouté.

Au-delà de cette sensibilisation, "nous voulons les mobiliser" car elles ont "la capacité d'influencer la politiques des États", a fait valoir M. Canfin.

Elles ont aussi "une partie des solutions en mains : les choix urbains, les choix de transport sont des enjeux majeurs pour lutter contre le dérèglement climatique", a-t-il poursuivi, évoquant "des projets d'infrastructures qui engagent les villes sur des décennies".

Paris entend accueillir en 2015 la conférence de l'ONU sur la lutte contre le changement climatique et sa candidature doit être "entérinée officiellement à la conférence de Varsovie en novembre", selon l'Elysée.

La communauté internationale s'est donné comme objectif de parvenir à un accord ambitieux, contraignant et global sur les limitations de gaz à effet de serre (GES) afin de contenir le réchauffement du globe à 2°C.

Le ministre français des Affaires étrangères, Laurent Fabius, a récemment qualifié le "grand dérèglement climatique" de "précipice", estimant que si la communauté internationale ne parvenait pas à un accord en 2015 à Paris, ce précipice "s'ouvrira(it) sous nos pas".

La ville de Rabat a accueilli, de mardi à vendredi, le 4e Congrès des cités et gouvernements locaux unis (CGLU). Avec quelque 3.700 participants venus de 124 pays, ce rendez-vous, placé sous le thème "imaginer la société, construire la démocratie", a constitué le plus grand rassemblement d'élus locaux au monde.

Dans leur déclaration finale, les CGLU ont exprimé vendredi la volonté d'obtenir le statut d'observateur au sein de l'Assemblée générale des Nations unies. Ils se sont par ailleurs engagés "à contribuer activement au processus de préparation de la Conférence Habitat-III",

qui, sous l'égide l'ONU, sera chargée de définir le modèle de développement urbain sur deux décennies.

Il a, en outre, été décidé que le 5e congrès CGLU, au sein desquels le maire d'Istanbul Kadir Topbas a été réélu à la présidence, aurait lieu en 2016 à Bogota.

# 3. PRESSE FRANCOPHONE

## L'Economiste du 07 octobre 2013



ECONOMIE

### Gouvernance locale

# Comment les collectivités influencent les stratégies écologiques

- Transport, éclairage public, assainissement... les choix cruciaux

- Préparation du sommet Paris 2015

- Le Maroc pourrait conclure un accord pour exporter ses électrons verts

**Pascal Canfin, ministre français délégué au Développement auprès du ministre des Affaires étrangères, a fait le déplacement au Maroc pour prendre part au Sommet mondial des dirigeants locaux et régionaux qui s'est tenu à Rabat. L'homme politique aux orientations vertes revient pour L'Economiste sur le poids des collectivités dans l'impulsion des stratégies écologiques.**

**- L'Economiste: Comment les collectivités peuvent-elles lutter contre le réchauffement climatique?**

**- Pascal Canfin:** Le premier levier des collectivités est la sensibilisation puisque les maires et les élus locaux sont au contact de leurs concitoyens. Le deuxième est qu'elles ont en main une partie des solutions. Il s'agit des choix urbains et de transports qui sont des enjeux majeurs pour lutter contre les changements climatiques. Cela est vrai pour les collectivités du Nord mais, il l'est de plus en plus pour celles du Sud. Les choix du transport à Rabat ou à Casablanca avec le tramway sont des choix structurants. Ils orientent des trajectoires de développement qui impliquent soit beaucoup de consommation d'énergie soit au contraire un schéma plus écologique. Le troisième levier est la capacité d'influencer la politique des Etats au niveau national et international. C'est pour cela que nous voulons impliquer les collectivités dans l'accord de Paris 2015, parce que ce sont des forces progressistes. Cette rencontre sera la plus grande conférence jamais organisée en France.

*«Aujourd'hui, au Maroc, il y a près de 90 collectivités françaises qui mènent 300 projets dans l'accès à l'eau et à l'électricité, l'assainissement, le transport, le logement social en collaboration avec leurs homologues marocains», souligne Pascal Canfin, ministre français du Développement* (Ph. Bziouat)

**- Les différences économiques entre Nord et Sud n'impliquent-elles pas un reclassement des priorités notamment écologique?**

- Les premières victimes du changement climatique sont les pays en développement. Au Maroc par exemple, le stress hydrique est l'une des conséquences du changement climatique. Vous n'en êtes pas responsable et c'est pour cela qu'il est nécessaire d'avoir des flux de solidarité internationale climatique qui sont l'un des enjeux de la négociation internationale pour ce que l'on appelle le fonds vert. Le Maroc, avec le plan solaire, le plan éolien a l'intention de se doter de capacité de production considérable en énergie renouvelable. Vous êtes également confrontés à un enjeu qui est la diminution des subventions aux énergies fossiles. La croissance implique une consommation supplémentaire d'énergie avec le modèle actuel, cela conduit à une augmentation des importations et donc un déficit plus important jusqu'à arriver à une insoutenabilité financière. Le Maroc est un cas d'école dans ce sens avec à la fois une forte pression du surcoût des énergies fossiles sur le déficit mais avec une véritable stratégie pour sortir de cette situation et en même temps avec toute la difficulté de la transition. Une difficulté similaire à celle que nous rencontrons en France avec des différences Nord/Sud. La France importe annuellement en pétrole et en gaz l'équivalent de 70 milliards d'euros, quasiment la totalité du déficit commercial. Nous faisons également face à des questions de soutenabilité financière. Et lorsque nous voulons réorienter notre fiscalité, comme vous voulez le faire, pour taxer davantage les pollutions et réduire les subventions aux énergies fossiles, nous sommes face à des problèmes d'acceptation par la société dans les deux pays. Le débat se pose de la même façon. Nous sommes dans une logique de partage d'expérience en matière de gestion de la transaction.

**- Quelles seront les implications du Sommet Paris 2015 pour le Maroc?**

- Nous avons fait le choix d'associer davantage les collectivités dans la préparation et la réussite de ce sommet. Le plan énergétique marocain implique une exportation des électrons verts du Maroc vers l'Europe. A un moment donné nous devrons prendre nos responsabilités dans ce cadre. Cela pourrait se faire dans le cadre de l'accord de Paris 2015, en offrant aux pays du Maghreb des débouchés pour leur production d'énergie renouvelable excédentaire. Cette opération représenterait une entrée de devis pour financer d'autres projets de développement.

**- Comment jonglez-vous avec les contraintes budgétaires et les aides au développement qui devraient être de 0,7% du PIB?**

- Nous ne sommes pas encore arrivés à ce niveau mais plutôt à 0,46%. Le gouvernement s'est surtout attelé à maintenir les mêmes niveaux des aides au développement. L'année dernière, nous avions une quasi-stabilité. Pour 2013, une baisse de 100 millions d'euros est enregistrée. Pour arriver au 0,7%, il faut 5 milliards d'euros supplémentaires aux 9,5 milliards d'euros engagés actuellement. La réalité est que le contexte budgétaire ne nous permet pas de mettre ce montant en plus. Par contre, nous voulons mobiliser les financements innovants comme pour la taxe sur les transactions financières dont 15% sont affectés à l'aide au développement et à la solidarité ou la taxe de solidarité sur les billets d'avions que nous avons augmentés de 12%. ❑

**Propos recueillis par Ilham BOUMNADE**

*Pour réagir à cet article: courrier@leconomiste.com*

---

**Association**

**Essaouira Mogador**

**Du 31 octobre au 3 novembre à Essaouira**

EDITION INÉDITE DU FESTIVAL DES ANDALOUSIES ATLANTIQUES POUR SON 10E ANNIVERSAIRE

L'INÉDIT est souvent la règle à Essaouira et le Festival des Andalousies Atlantiques, qui fête cette année son 10e anniversaire, est sans doute le rendez-vous le plus exaltant que la Cité des Alizés a su donner à la musique, quand elle nous fait vibrer à l'unisson autour de partitions dont les notes sont puisées au plus profond de nos mémoires.

**Du 31 octobre au 3 novembre**, l'édition 2013 sera à cet égard la plus emblématique du patrimoine que nos poètes, nos chanteurs, nos musiciens, musulmans et juifs ensemble et d'une même voix ont su créer et perpétuer au fil des siècles pour notre plus grand bonheur.

Aux côtés d'Abderrahim Souiri, l'enfant chéri d'Essaouira, du grand maître Mohamed Briouel, de Mohamed Amine El Akrami venu de Tétouan et de combien d'autres encore, **Essaouira a fait le pari cette année de faire découvrir des jeunes artistes marocains, d'ici et d'ailleurs**, qui ont su perpétuer et sublimer les pages les plus remarquables du chant et du répertoire musical judéo-marocain.■